

« L'amorce d'un nouveau monde »

Par Michel Serres

(Le Journal du Dimanche, 5 décembre 2009)

Le philosophe Michel Serres ne veut pas s'illusionner sur Copenhague. Sauf si les politiques admettent qu'ils ne sont pas à la hauteur...

Il a pensé l'écologie quand ce n'était pas à la mode, s'est fait vilipender en voulant introduire la nature dans le débat politique. Aujourd'hui que l'actualité lui donne raison, Michel Serres pense le Temps des crises () et se méfie d'un soulagement conjoncturel. Les politiques et les peuples sauront-ils retrouver un lien au monde? En dehors de cela, point de salut.*

Copenhague commence, la planète est sauvée ?

Copenhague me passionne, mais méfions-nous de notre regard scotché à l'actualité. On ne rattrape pas si vite des années d'oubli. Les chefs d'Etat, les politiques, seront à Copenhague, chacun représentant leur Nation, leur peuple. Mais personne ne représente la terre; il n'y a pas de représentant des océans, de la banquise, des espèces menacées. Et nos gouvernants n'ont pas la culture nécessaire pour parler au nom de la planète. Elle, personne ne l'a invité au sommet...

Les politiques sont dépassés par la crise climatique ?

La crise climatique est un aspect d'une crise globale: l'homme, l'espèce humaine, a perdu son lien avec la terre, avec la planète, ses rythmes, ses limites et ses dangers. Cette crise-là, les politiques ne sont pas armés intellectuellement pour l'affronter. Depuis des millénaires, la politique, c'est l'art de gérer les relations humaines: les rapports de force, de pouvoir, de territoire, la liberté ou l'oppression.

Ce ne sont plus des sujets ?

Cela reste. Mais la terre, le monde, se dérobe à l'homme, et c'est le sujet politique majeur. Il y a vingt ans, j'ai écrit le Contrat naturel. J'y expliquais pourquoi la politique traditionnelle devait céder la place, puisque que la nature devenait l'enjeu. Tout le monde m'est tombé dessus. Réintroduire la nature dans le débat, c'était du fascisme! Je suis allé présenter ma thèse devant les députés à l'Assemblée nationale. Ils sortaient tous de Sciences po, je leur disais qu'ils devaient apprendre la physique et l'écologie, sinon, ils ne s'en sortiraient pas. Ils ont éclaté de rire. Ils avaient un nouveau métier à apprendre, ils ne l'ont pas fait.

Il n'y a donc plus d'espoir ?

Non, parce que la science est là. Les scientifiques appréhendent le risque climatique depuis un quart de siècle. La science est la clé, et ceux qui la portent. On le voit avec le GIEC, dont je partage l'optimisme de combat. Les politiques doivent écouter les scientifiques... Ils sont les seuls à avoir une expertise de ces questions complexes.

Mais où est la démocratie si les "sachants" mènent le monde ?

Je connais par cœur cet argument. Mais la clé de la démocratie, c'est le peuple, et le peuple bouge. La question, c'est d'établir un nouveau rapport entre le peuple et la science. J'étais au sommet de Rio en 1992, le premier grand sommet environnemental. Il y avait quarante chefs d'Etat, mais la foule courait après le commandant Cousteau. C'est là que j'ai senti qu'il y avait un basculement de la politique.

Copenhague, c'est l'aboutissement de ce basculement ?

A condition de ne pas se contenter d'une belle liste de participants. Qu'aurent-ils en tête, ces chefs d'Etat tous rassemblés à Copenhague... Je me souviens d'une discussion avec Boutros Ghali, l'ancien secrétaire général de l'ONU. Je lui parlais de l'eau, de l'air, de la manière dont les guerres sont liées aujourd'hui à l'accès à l'eau. Il était d'accord. Il en parlait à l'ONU. Et invariablement, on lui faisait cette réponse : " Je ne suis pas là pour m'occuper de l'eau et de l'air mais pour défendre les intérêts de mon gouvernement ". Nos institutions sont internationales, elles régulent le jeu des nations, mais elles ne sont pas mondiales: or, c'est le monde qui est en jeu!

Copenhague est une réponse ?

C'est un sommet international majeur, mais il n'a pas été préparé par une véritable réflexion de longue haleine. Je tiens les philosophes pour responsables. Depuis Sartre, ils avaient l'obligation de s'engager. Ils se sont encartés dans les partis, ils sont passés à la radio pour commenter l'actualité... Et ils ont perdu le sens du temps long. Au 19e siècle, lors de la révolution industrielle, une pléiade de philosophes produisaient des compréhensions de la société industrielle et des modèles politiques nouveaux. Ce qui arrive aujourd'hui mériterait une réflexion, une utopie, une réflexion encore plus considérable... Mais les philosophes sont silencieux, pris par l'actualité immédiate. C'est pour cela que je me méfie des questions sur Copenhague, pris isolément.

La crise climatique n'est pas la crise la plus grave, parce que vitale pour l'humanité ?

La crise climatique est la plus impressionnante, et nous sommes en danger. Mais tout est lié. Le lien entre l'homme et son monde qui s'est dénoué, virtualisé, tandis que le monde commençait à étouffer... Prenez un indicateur majeur: la proportion d'agriculteurs dans la population. Elle était prédominante depuis le néolithique. Elle a fondu. Dans nos pays industrialisés, elle est passée de 60% en 1900 à 1.5% au XXIe siècle. Le 20e siècle a marqué la fin du néolithique ! C'est une évolution essentielle, et tout y revient. L'industrialisation, les gaz à effet de serre, la «démondisation» de l'homme. Et quand vous regardez la Chine, les pays émergents, vous voyez se reproduire l'exode rural que nous avons connu. Nous sommes toujours dans la crevasse, loin de maîtriser les solutions... Nous n'avons pas les institutions adaptées à l'enjeu.

Quelles institutions imaginez-vous ?

J'ai proposé de créer une institution internationale baptisée Wafel, dont l'objet serait le monde... Water, air, fire, earth, living: l'eau, l'air, le feu -le soleil- la terre, et les vivants.

Pourra-t-on s'adapter à un nouveau monde sans connaître de drames humains ?

Quand l'Empire romain s'est effondré, on a mis un temps fou à retrouver une situation politique à peu près stable. Même chose à la Renaissance. Les institutions continuaient à fonctionner comme au Moyen-Age alors que tout changeait. Seuls des intellectuels comme Rabelais ou Montaigne en avaient conscience. Nous sommes dans un temps de latence de ce type. Les schémas de fin de règne sont vraiment en place et l'on peine à deviner la suite. L'enjeu de Copenhague, c'est l'amorce de ce nouveau monde...

Si Sarkozy, Obama, Lula, Medvedev, ces politiques mal formés selon vous, veulent parler ensemble du climat, que leur demandez-vous ?

Qu'ils ne viennent pas seuls à la discussion, mais flanqués chacun d'un jumeau, qui parlerait pour la terre, qui en aurait la compétence. Concrètement, chacun aurait avec lui un expert, qui le guiderait. Nicolas Sarkozy emmènerait avec lui Jean Jouzel (membre français du Giec). Un

jour, les politiques n'auront plus besoin d'être flanqués d'un jumeau. Aujourd'hui, si.

Cela voudrait dire qu'ils admettraient leur incapacité...

On ne fait jamais de progrès sans admettre son incapacité.

* Editions le Pommier.

Propos recueillis par Claude Askolovitch et Soazig Quemener.